

FC N° 348521MGA120261 COPM-MIFI ERAMPou - du 13/03/2026

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DE LA MIFI

PREFECTURE DE BAFOUSSAM

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

WEST REGION

MIFI DIVISION

BAFOUSSAM DIVISIONAL OFFICE

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 01 /AONO/PREFET-MIFI/CDPM/BEC/2026 DU
2 MARS 2026 POUR LA REHABILITATION DE LA DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE DE L'EDUCATION DE
BASE DE LA MIFI, REGION DE L'OUEST
(EN PRECEDURE D'URGENCE)

1. Objet de l'appel d'Offres.

Dans le cadre de l'exécution du BIP 2026, Le Préfet du Département de la Mifi, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) en procédure d'urgence pour la réalisation des opérations sus-indiquées **dont le Maître d'Ouvrage est le Ministre de l'Education de Base représenté par** Le Délégué Départemental du MINEDUB de la Mifi

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet de la présente consultation consistent en l'exécution des tâches définies ci-après :

Les prestations comprennent les opérations suivantes :

- Les travaux préliminaire-installation de chantier ;
- Les travaux de maçonnerie et étanchéité
- Les travaux de charpente -couverture et plafond
- Les travaux de menuiserie métallique-bois et alu ;
- Les travaux plomberie sanitaire et climatisation ;
- Les travaux d'électricité ;
- Les travaux de peinture ;
- Les travaux de VRD ;
- Les travaux de revêtement de sol ;

3. Tranches/Allotissement

Les travaux de ladite consultation ne feront l'objet d'aucun allotissement

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **10 000 000 (Dix millions) F CFA**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux Entreprises de Travaux Publics de droit camerounais de catégorie E installées au Cameroun.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Publics (B I P MINEDUB exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire N°.....

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*. Cependant l'Avis d'Appel d'offres est publié en ligne sur la plateforme COLEPS.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **200 000 (Deux cent mille) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics assortie du récépissé de la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du cautionnement provisoire ou sa non-conformité au modèle joint dans le Dossier d'Appel d'Offres entraîne à l'ouverture, le rejet systématique de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire de la Lettre Commande, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du Cautionnement Définitif représenté par la retenue de garantie

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement au Service des Affaires Générales de la Préfecture de Bafoussam Tel : _____). Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Délégué Départemental du MINEDUB de la MIFI.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Service des Affaires Générales de

la Préfecture de Bafoussam Tel : _____) dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de *cent mille (30 000) francs CFA* payable au Trésor Publics. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour cette consultation, la soumission se fera par voie électronique.

En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante

12.1 L'offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **10 AVR 2026** à **10** heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du Préfet du Département de la MIFI sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

12.2. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

12.3 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

12.4. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

14. Ouverture des plis

L'ouverture en ligne de tous les plis (pièces administratives, des offres techniques et des offres financières) se fera en un seul temps le **10 AVR 2026** à **11H00** par la Commission Départementale de Passation des Marchés de la MIFI dans la salle de _____. Seuls les soumissionnaires

peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'Autorité Administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres. En dehors de la quittance d'acquisition du DOA, en cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels¹. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel. Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires]

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- ✦ De l'absence du cautionnement de soumission assortie du récépissé de la CDEC dans l'offre à l'ouverture des plis ;
- ✦ De la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- ✦ Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- ✦ Du non-respect d'au moins 70% (soixante-dix pour cent) soit 20 OUI sur 28 des critères dits essentiels, renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- ✦ *De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;*
- ✦ *L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;*

¹ Ces critères ont pour objet d'apprécier la conformité aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres, des pièces administratives, de l'offre technique et de la proposition financière en vue de l'attribution du marché

- ✦ De l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum
- ✦ De l'absence de l'attestation de catégorisation le cas échéant ;
- ✦ De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- ✦ De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- ✦ De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- ✦ La présentation de l'offre ;
- ✦ Les références du soumissionnaire ;
- ✦ Le service après-vente (disponibilité du matériel, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- ✦ La capacité financière à *hauteur de 40% du montant TTC* (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, attestation de solvabilité financière).
- ✦ La qualification et l'expérience du personnel
- ✦ Les moyens logistiques
- ✦ La méthodologie

NB : - Le système de notation des offres par attribution des points est proscrit au profit du mode binaire (oui ou non).

16. Attribution

Le Préfet du Département de la MIFI (*Autorité Contractante*) attribue le marché au soumissionnaire ayant obtenu le meilleur score à l'analyse technique (au moins 70% de « OUI ») soit 20 OUI sur 28 et présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

Les travaux relevés dans ledit Appel d'Offres sont lancés en un seul et unique lot .

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 (*quatre-vingt-dix*) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Affaires Générales de la Préfecture de Bafoussam Tel : _____) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 671 12 81 08, 694 70 63 36 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 6 99 60 70 87 ou le MOD au numéro _____

Bafoussam, le **12 MARS 2026**

Copie :

- MINMAP ;
- DDMAP/MIFI
- ARMP/OU ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Présidents CDPM;
- Affichage.

**Le Préfet du Département de la Mifi
(Autorité Contractante)**



Fofie Mhouelia Christophe
Administrateur Civil Principal

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DE LA MIFI

PREFECTURE DE BAFOUSSAM

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

WEST REGION

MIFI DIVISION

BAFOUSSAM DIVISIONAL OFFICE-----

DIVISIONAL TENDER BOARD

**"NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER N° 01 /AONO/PREFET-MIFI/CDPM/BEC/2026 OF
12 MARS 2026 FOR THE REHABILITATION OF THE DIVISIONAL DELEGATION OF BASIC EDUCATION
FOR MIFI, WEST REGION
(URGENT PROCEDURE)**

1. Subject of the Tender.

As part of the implementation of the 2026 BIP, the Senior Divisional Officer for Mifi, the Contracting Authority, is launching a National Open Tender (AONO) under an urgent procedure for carrying out the above-mentioned operations, for which the Project Owner is the Minister of Basic Education, represented by the divisional delegate of basic education for mifi.

2. Scope of Work

The work covered by this consultation consists of carrying out the tasks defined below:

The services include the following operations:

- Preliminary work – site setup;
- Masonry and waterproofing work;
- Carpentry – roofing and ceiling work;
- Metal, wood, and aluminum joinery work;
- Plumbing, sanitary, and air conditioning work;
- Electrical work;
- Painting work;
- VRD (roads and utilities) work;
- Floor covering work;

3. Lots/Grouping

The work under this consultation will not be subject to any allotment.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project following preliminary studies is 10,000,000 (Ten million) CFA franc5.

Expected Execution Timeframe

The maximum timeframe provided by the Delegated Project Owner for the execution of the works covered by this Call for Tenders is three (03) months.

6. Participation and Origin

Participation in this call for tenders is open on equal terms to Public Works companies under Cameroonian law of category E established in Cameroon.

7. Financing

The works covered by this call for tenders are financed by the Public Investment Budget (BIP

MINEDUB fiscal year 2026 under budget line No.).

8. Submission Method

The chosen submission method for this consultation is online. However, the Call for Tenders notice is published online on the COLEPS platform.

9.

Bid

Bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in document 14 of the tender dossier (DAO). The bond amount is 200,000 (Two Hundred Thousand) FCFA and is valid up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the context of Public Procurement, accompanied by the receipt from the CDEC, will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the concerned tender is considered absent. The bid bond presented by a bidder during.

The bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible. The absence of the provisional guarantee or its non-compliance with the model attached in the Tender Documents will result, upon opening, in the systematic rejection of the bid. The provisional guarantee will be automatically released no later than thirty (30) days after the expiration of the bid validity period for bidders who were not awarded. In the event that the bidder is awarded the Purchase Order, the provisional guarantee will be released after the establishment of the Final Guarantee represented by the retention bond.

10. Consultation of the Tender File

The physical tender file can be consulted free of charge at the General Affairs Service of the Bafoussam Prefecture (Tel: _____). It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or through any other electronic communication means indicated by the Departmental Delegate of MINEDUB of MIFI.

11. Acquisition of the Tender Dossier

The physical version of the Tender Dossier can be obtained from the General Affairs Department of the Prefecture of Bafoussam Tel: _____) from the publication of this notice, against payment of a non-refundable amount of one hundred thousand (30,000) CFA francs payable to the Public Treasury. It is also possible to obtain the electronic version of the TDB by free download at the addresses indicated above. However, submission is conditional upon payment of the TDB purchase fee.

12. Submission of bids

For this consultation, submission will be made electronically

Online: only online submissions are accepted for this consultation by the Contracting Authority

12.1 The offer written in French or English must be sent by the bidder on the COLEPS platform no later than 10 AVR 2020 at 10 hours. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD

must be deposited in the services of the Prefect of the MIFI Department in a sealed envelope with the clear and legible mention "backup copy" and the references of the call for tenders within the allotted time frame.

12.2. The offers, accompanied by the required documents and documents, are collected in electronic files and grouped according to their administrative, technical and financial nature. However, regarding administrative documents, they are entered into COLEPS by the issuing structures.

12.3 The file formats chosen for submitting offers via COLEPS must be common formats whose use is widespread in the professional sector including operators likely to be interested in the consultation, for better exploitation.

12.4. The documents and pieces transmitted in the COLEPS platform are coated with an electronic signature through the use of the certificate

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, technical offer, and financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed package. The following will be deemed inadmissible by the Contracting Authority: • Bids containing information about the identity of the bidder; • Bids received after the deadline date and time; • Bids not complying with the submission procedure; • Bids without an indication of the identity of the Request for Proposal; • Failure to respect the number of copies indicated in the RFP or offers submitted only in copies; Any offer that is incomplete according to the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of Public Procurement, or failure to comply with the required formats of the Tender Documents, will result in the, outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond submitted but having no relation to the consultation in question is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the opening session of the tenders is inadmissible. However, the submission is conditioned on the payment of the DAO purchase fees.

14 Opening of the bids

The opening of all bids (administrative documents, technical proposals, and financial offers) will take place at one time on 17 0 AVR 2023 at 11:00 AM by the Departmental Procurement Committee of MIFI in the room . Only the bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorized, even in the case of a consortium of companies. Under penalty of rejection, the administrative documents required must be submitted in their original form or as copies certified by the issuing service or the competent Administrative Authority, in

accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be dated less than three (03) months prior or have been issued after the date of signature of the Tender Notice. Except for the receipt of acquisition of the Tender Dossier (DAO), In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the opening of the bids, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15.EvaluationCriteria

The evaluation criteria are of two types: elimination criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential. These criteria aim to identify and reject bids that are incomplete or not essentially compliant with the conditions set out in the Bidding Document, particularly regarding the acceptance of administrative documents, the conformity of the technical offer with the technical specifications of the Bidding Document, and the qualification of the bidders.

+ 15.1 Exclusion Criteria

The exclusion criteria set the minimum conditions that must be met to be admitted to evaluation according to the essential criteria. They should not be scored. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer. These include:

- The absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt in the offer at the opening of bids;*
- Failure to submit, beyond 48 hours after the opening of bids, any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except for the bid bond);*
- False statements, fraudulent actions, or falsified documents;*
- Failure to meet at least 70% (twenty out of twenty-eight) of the so-called essential criteria, corresponding to the qualification threshold for technical offers;*
- The absence of a sworn statement of no abandonment of projects over the past three years;*

- + ▪ The absence of a quantified unit price in the financial offer;*
- The absence of ownership or rental of minimum equipment;*
- The absence of a categorization certificate, if applicable;*
- The absence of an element of the financial offer (the submission, unit price schedules, the detailed estimate);*
- The absence of the integrity charter, dated and signed;*
- The absence of a declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed;*

15.2. Essential Criteria

The so-called essential criteria are those that are crucial or key to assessing the technical and financial capacity of candidates to carry out the services covered by the call for tenders.

The essential criteria for qualifying bidders will, by way of indication, relate to:

- The presentation of the offer;
- The bidder's references;
- After-sales service (availability of equipment, repair workshop, technical staff), if applicable;

▪ Financial capacity up to 40% of the total amount including tax (access to a line of credit or other financial resources, certificate of financial solvency). ▪ Qualification and experience of the staff ▪ Logistical means ▪ Methodology NB: - The system of scoring bids by awarding points is prohibited in favor of the binary mode (yes or no).

16. Award

The Prefect of the Department of MIFI (Contracting Authority) awards the contract to the bidder who obtained the highest score in the technical analysis (at least 70% of "YES," i.e., 20 YES out of 28) and submitted an offer meeting the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest, including any discounts offered.

17. Maximum number of lots: The works listed in this Call for Tenders are launched as a single lot. Essential criteria for the qualification of bidders will be, for information purposes, on:

▪18. Validity period of offers

Bidders remain bound by their offer for 90 (ninety) days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Additional information

Additional information can be obtained during business hours from the General Affairs Service of the Bafoussam Divisional Office(Tel: _____) or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and malpractice

For any report of practices, acts, or instances of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Procurement (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 671 12 81 08, 694 70 63 36, and 699 37 07 48, ARMP at 6 99 60 70 87, or MOD at the number _____

Bafoussam, le 12 MARS 2026

Senior Divisional Officer for Mifi
(Contracting Authority)

Copy :

- MINMAP ;
- DDMAP/MIFI
- ARMP/OU ;
- Project Owner ;
- chairman DPCTB;
- Display.


Fotie Abouedja Christophe
Administrateur Civil Principal